

Questions orales

● (1140)

[Traduction]

LE MULTICULTURALISME**LE CALENDRIER «TRADITIONS CANADA»**

L'hon. Steven E. Paproski (Edmonton-Nord): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé du multiculturalisme. Dans une lettre que j'ai reçue du Conseil canadien des Chrétiens et des Juifs, le président de cet organisme, M. Goldbloom, m'écrit:

En 1980, grâce à l'aide du gouvernement du Canada, il nous a été possible de faire parvenir sans frais Traditions Canada (un calendrier) à un certain nombre de particuliers et d'institutions, mais tel n'est plus le cas.

Le ministre peut-il dire à la Chambre comment le gouvernement peut concilier sa politique de dépenser des sommes imposantes pour faire étalage de sa conception du Canada dans divers médias d'une part, et d'autre part, retirer au Conseil des fonds destinés à une publication visant à informer le public en général de la riche diversité de nombreuses collectivités culturelles du pays?

L'hon. Jim Fleming (ministre d'État (Multiculturalisme)): C'est avec plaisir que j'étudierai à nouveau la situation que le député et ex-ministre porte à mon attention. Je tiens à lui rappeler que le budget du multiculturalisme qu'il avait gelé pendant son mandat, a été débloqué. Par conséquent, un certain nombre de journaux importants qui s'adressent à diverses collectivités qui ne s'expriment pas couramment en anglais ou en français—l'une ou l'autre des deux langues officielles—reçoivent maintenant de l'aide. En outre, en toute franchise, en période d'austérité, on a jugé que ce calendrier très valable était diffusé pour des motifs religieux, qu'il était très coûteux, ce qui l'empêchait d'être distribué largement et en faisait un produit assez exclusif. Je vais certainement étudier la question encore une fois et voir si c'est la meilleure façon de dépenser les fonds disponibles.

* * *

L'ACCÈS À L'INFORMATION**L'ADRESSE D'UN BUREAU DE SERVICE**

L'hon. Steven E. Paproski (Edmonton-Nord): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Approvisionnements et Services. Le 23 septembre, le ministre a annoncé que seraient inaugurés en octobre un certain nombre de bureaux fédéraux chargés d'aider les Canadiens à se retrouver dans les renseignements et les services gouvernementaux. C'est le fantôme d'Information Canada! Le 1^{er} octobre, mon bureau a communiqué avec le cabinet du ministre pour connaître l'adresse du premier de ces centres, qui doit être ouvert à Edmonton, selon la déclaration du ministre. Personne n'en connaissait l'adresse à ce moment-là, mais on nous a donné l'assurance qu'on nous la ferait connaître dès qu'une décision serait prise. Nous sommes le 17 octobre et je n'ai toujours aucune nouvelle. Le ministre est-il aujourd'hui en mesure de dire à la Chambre où est situé le premier de ces bureaux, s'il se trouve dans ma circonscription, bref son adresse exacte à Edmonton?

L'hon. J.-J. Blais (ministre des Approvisionnements et Services): Madame le Président, je ne suis pas encore en mesure aujourd'hui de dire au député où exactement sera situé ce bureau. Mais j'ai pensé que le député se réjouirait que j'aie choisi la ville qu'il représente comme emplacement du premier de ces bureaux de service au public.

Je voudrais aussi détromper le député, qui semble y voir le «fantôme d'Information Canada». Ces bureaux offriront un service dynamique. Leurs activités ressembleront beaucoup plus à celles du propre bureau de circonscription du député qu'à celles d'Information Canada.

M. Paproski: Chevauchement des services!

* * *

L'ÉNERGIE**LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE—L'ACCEPTATION PAR L'OUEST DU CANADA**

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Au début de la période des questions, nous avons pu assister à une démonstration de ce que la plupart des Canadiens de l'Ouest considèrent comme l'attitude caractéristique du gouvernement actuel. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a déclaré que les Canadiens, et ceux de l'Ouest en particulier, seraient satisfaits de sa politique énergétique. Ce sont des propos de ce genre qui attisent le mouvement séparatiste dans l'Ouest du Canada.

Des voix: Oh!

M. Hawkes: Je me demande si le ministre serait prêt à profiter de la période des questions pour nous assurer que son gouvernement et lui-même ne font pas tout leur possible pour encourager ce mouvement et amener l'Ouest à quitter la Confédération.

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, je tiens à exprimer mes regrets si la traduction de mes propos manquait de précision. Je me rappelle avoir répondu à la question en français et j'ai dit que lorsque notre politique de l'énergie serait dévoilée, j'étais persuadé qu'elle serait bien reçue par tous les Canadiens, y compris ceux de l'Ouest qui, pour autant que je le sache, sont des Canadiens au même titre que les autres. J'ignore si le député est d'accord là-dessus, mais c'est l'opinion des députés de ce côté-ci de la Chambre.

Quant au fait d'attiser des sentiments séparatistes, j'ai effectivement entendu dire que beaucoup de gens en parlent actuellement dans l'Ouest, mais je tiens à dire que ce ne sont certainement pas des députés de ce côté-ci de la Chambre qui ont attisé ces sentiments.

Des voix: Oh! oh!

M. Hawkes: Madame le Président, les députés de l'opposition qui vivent dans cette région y sont confrontés quotidiennement et c'est bien le genre d'attitude qu'affiche aujourd'hui le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ainsi que le genre de commentaires auxquels il se livre qui encouragent le mouvement séparatiste. J'espère qu'ils vont y mettre un terme.